LA SÉCURITÉ SOCIALE À 70 ANS MAIS ELLE VIEILLIE MAL ! – LA FAUTE À QUI ?

Photo : http://www.lesechos.fr/

A regarder la caricature on pourrait penser que c'est le malade qui est la cause du déficit de la "Sécu". En réalité il n'est que le bénéficiaire passif de soins. D'autres personnes, très actives à son chevet et en bonne santé, s'en chargent en se mettant plein les poches comme vous allez pouvoir le constater ci-après.

Il n'y a pas un domaine qui échappe à l'argent et l'hôpital public ne fait pas l'exception. Elise Lucet et son équipe de "**Cash investigation**" nous en a fourni la preuve dans son émission tardive de France 2 du 14/09/15, entre 23 h et 0h45. Si vous étiez couché(e) à cette heure, je vous invite à vous connecter sur le site francetvinfo et visualiser le reportage ahurissant qu'elle à réalisé.

Il serait trop long pour moi de résumer en un billet près de 2 heures d'enquête particulièrement fouillée. Je vais donc vous résumer sommairement ce qu'il faut en retenir.

Notre bienfaitrice Sécurité sociale que tous les pays nous envient parait-il, est une vache à lait dont les plus gros profiteurs ne sont pas les malades injustement accusés de tous les maux mais un ensemble de requins particulièrement voraces qui agissent avec plus ou moins de discrétion et avec la complicité bienveillante des autorités de santé qui regardent ailleurs.

La perversité du système repose sur la tarification de l'acte créée par la ministre et animatrice de télé Mme Bachelot en 2007 et pérennisée par notre actuelle ministre Mme Touraine. Dans les hôpitaux chaque acte médical est tarifé. Une appendicectomie coûte x euros, un col du fémur x' euros, une ablation de prostate x''' euros etc. etc.

Que font les médecins ? Ils poussent tout simplement à la consommation d'actes (et seraient nombreux à le faire) en opérant, même si l'opération n'est pas vitale ! Des hôpitaux sont ainsi champions dans l'ablation de prostates et d'utérus. Pour faire rentrer l'argent dans leur trésorerie les hôpitaux n'hésitent pas non plus à prolonger la vie de certains patients en phase terminale. Un décès à 0h15 au lieu de 23h30, c'est une journée de facturation gagnée !

Mieux, les hôpitaux font appel à des sociétés privées comme Altao qui jouent un rôle de conseils pour gonfler artificiellement le coûts des actes. Le scénario est simple et consiste à faire du surcodage. Exemple parmi tant d'autres (faciles à imaginer): une personne est hospitalisée pour une pneumonie. En ajoutant qu'elle a été victime d'un staphylocoque alors que ce n'est pas vrai, l'acte va rapporter 50% de plus. Vous noterez au passage que ces sociétés violent allègrement la confidentialité des dossiers médicaux qu'elles explorent sans vergogne et n'ont que faire du secret médical.

Dans le secteur du médicament, les groupes pharmaceutiques s'arrangent avec la complicité de médecins – qui n'ont aucun scrupule avec les conflits d'intérêt – pour faire consommer à titre préventif des médicaments comme le CRESTOR dont l'efficacité n'est réelle qu'à titre curatif. La "Sécu" rembourse alors des millions d'euros à ces groupes dont l'objectif principal n'est pas de soigner mais de faire du profit. Savez-vous qu'aux USA 20 millions de personnes consomment quotidiennement du CRESTOR ce qui génère des milliards de dollars.

Le reportage aurait pu noircir davantage le tableau des profiteurs mais le temps a dû manquer aux journalistes. Ils auraient pu évoquer les kinés qui traitent 6 patients en même temps en les laissant se débrouiller seuls ou en les mettant dans une piscine façon maître nageur. Ils auraient pu aussi évoquer les conseils payants des pharmaciens qui depuis janvier 2015 se font rétribuer par la "Sécu" pour leurs conseils jusqu'à lors gratuits. Les combines pour dépouiller la "Sécu" ne manquent pas. Je pourrai vous en citer d'autres.

Comme on le voit, l'escroquerie à l'Assurance maladie est un véritable

sport national et les plus gros tricheurs ne sont pas les premiers désignés. Nos politiques nous culpabilisent, ils ont choisi la facilité et savent qu’il est aisé de conduire un troupeau de moutons avec l’aide des border collies de l’Administration. Saurons-nous réagir un jour ?